Burundi : déblocage du processus de paix après un sommet régional

Source AFPLa dernière rébellion active au Burundi a accepté jeudi de lever les ultimes obstacles qui empêchaient la mise en œuvre d'un processus de paix depuis plus de deux ans, au terme d'un sommet régional à Bujumbura consacré à la crise dans le pays. Le gouvernement et les rebelles des Forces nationales de libération (FNL) avaient signé en septembre 2006 un accord global de cessez-le-feu, resté lettre morte. L'application de l'accord échouait sur le partage des pouvoirs politique et militaire et sur la reconnaissance du mouvement rebelle sous le nom de "Palipehutu-FNL", deux questions d'importance, selon le communiqué final du sommet.

Le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, a engagé le gouvernement dans le processus d'intégration politique des dirigeants du Palipehutu-FNL, selon lequel 33 postes seront accordés aux membres du Palipehutu", indique le texte. Le Palipehutu-FNL a reconnu de son côté que la Constitution du Burundi ne lui permettait pas d'être enregistré comme parti politique avec son nom actuel. La Constitution interdit en effet toute mention ethnique dans le nom des formations politiques.

"Je félicite le président Nkurunziza et Agathon Rwasa (président du Palipehutu-FNL), qui viennent de s'engager à terminer la mise en application de l'accord de cessez le feu", a déclaré le président de la Commission de l'Union Africaine (UA), Jean Ping. "Je suis confiant que c'est le bout du tunnel pour le Burundi", a-t-il ajouté. "Nous sommes sûrs que nous arriverons maintenant à la conclusion de cette triste histoire du Burundi", a espéré pour sa part le président du sommet, le chef de l'Etat ougandais Yoweri Museveni. L'Initiative régionale sur le Burundi est présidée par l'Ouganda et l'Unité Tanzanie, Kenya, Rwanda, République démocratique du Congo (RDC), Ethiopie et Afrique du Sud. Avant l'ouverture des débats, M. Museveni avait clairement indiqué vouloir faire pression sur la rébellion. "Ce sommet a pour but de dire aux gens du FNL de mettre fin aux hostilités et d'adhérer définitivement au processus de paix", avait-il expliqué. "Le temps presse, l'occasion cruciale pour la mise en œuvre intégrale de l'accord de cessez-le-feu approche inexorablement", avait insisté pour sa part dans un message au sommet le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

En fin de journée, après l'annonce de l'accord, les FNL se sont félicités du déblocage de la situation. "Nous sommes satisfaits. Il nous a fallu deux semaines en Afrique du Sud pour arriver à cet accord", a déclaré le porte-parole des FNL, Pasteur Habimana. Ce sommet était le premier à se tenir à Bujumbura, sur la trentaine qui ont eu lieu depuis le début de la guerre civile burundaise en 1993, conflit qui a fait plus de 300.000 morts en 15 ans.